



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Suisse

La BNS abaisse sa prévision de croissance à 3% pour 2021

La reprise de certains secteurs comme l'hôtellerie ou la restauration n'étant pas ... • (Page 08)

Environnement

L'inaction climatique, une menace pour le PIB

La Banque centrale européenne pense que les effets du dérèglement climatique ... • (Page 08)



UMOA / Règlementation du marché de capitaux islamiques

• (Page 03)

Hommages

Sani YAYA salue la mémoire de Charles Konan Banny

La troisième session ordinaire de l'année du Conseil des ministres de l'Union ... • (Page 02)

Droit des affaires

Le Togo, champion de la plaidoirie Génie en herbe OHADA

Le Togo a remporté l'édition 2021 du concours international de plaidoirie Génie en herbe OHADA, organisation ... • (Page 04)

AGNU 2021

Le monde a les ressources pour éradiquer la faim

« Le monde a les ressources pour mettre fin à la faim », a déclaré le président de la ... • (Page 06)

Croix-Rouge

8^{ème} conférence humanitarium à Lomé

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a organisé cette année, le ... • (Page 11)

Le CREPMF ouvre une consultation publique



• Le Togolais Badanam PATOKI, président de CREPMF

Secteur informel

• (Page 05)

Vers la création d'un mécanisme de financement alternatif



**TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS**

Hommages

Sani YAYA salue la mémoire de Charles Konan Banny

La troisième session ordinaire de l'année du Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) tenue jeudi 23 septembre 2021 a été l'occasion pour l'argentier national du Togo, président du Conseil des ministres de rendre un hommage mérité à l'illustre disparu qu'est Charles Konan Banny, ancien gouverneur de la BCEAO, décédé le 10 septembre 2021 en France.

• Joël YANCLO

Un économiste chevronné qui avait à cœur l'intégration économique et monétaire de notre sous-région. Le Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE, qui fut un de ses proches collaborateurs et conseillers spéciaux, est sans doute mieux placé que moi pour citer les nombreux projets et réalisations communautaires qu'il a initiés pour assurer la crédibilité de la politique monétaire, la résilience du secteur financier et la consolidation des bases de notre monnaie commune. Le moment viendra sans doute pour rendre un vibrant hommage à cet illustre économiste que nous avons perdu. Je laisse au Gouverneur KONE le soin d'organiser cette cérémonie. Pour l'heure, je voudrais, au nom du Conseil des Ministres, et à mon nom propre, présenter au Gouverneur de la BCEAO, et à travers lui, à tout le personnel de la BCEAO nos sincères condoléances », a déclaré M. Yaya



• Sani Yaya, président du Conseil des ministres de l'UEMOA, rend hommage à...

à l'ouverture des travaux de la troisième session ordinaire de l'année du Conseil des ministres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), jeudi 23 septembre 2021. La réunion a été également l'occasion d'aborder des questions techniques et réglementaires. Le Conseil des ministres de l'UEMOA s'est également penché que le projet de loi uniforme relative aux infractions boursières qui vise à assurer une application plus efficace des règles du mar-

ché financier par la création d'un cadre communautaire de répression des infractions pénales susceptibles d'y être commises. Les représentants des Etats membres ont aussi examiné le dossier concernant la désignation des représentants des pays l'Union au sein des conseils d'administration de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et du Dépositaire Centrale/Banque de Règlement (DC/BR). Sani Yaya est président en exercice du conseil des ministres de l'UEMOA.



• ...feu Charles Konan Banny, ancien gouverneur de la BCEAO

AUX DÉCIDEURS ...
Bonne nouvelle pour les politiques

La chute du rapport Doing Business de la Banque mondiale reflète les limites de l'application de classements standardisés pour mesurer la performance économique des pays. Conséquence, l'on pourrait retrouver à court moyen terme, une meilleure indication du climat des affaires qui repose beaucoup plus sur divers ensembles de données et non sur quelques mesures quantifiables et ajustables.

Pour rappel, en août dernier, la Banque mondiale a annoncé la suspension de son rapport « Doing Business » en citant un « certain nombre d'irrégularités » comme principale raison. Ceci, après 17 années d'existence.

Dès le début, le rapport visait à offrir un cadre simple pour stimuler les performances économiques et mener des réformes pour booster le climat des affaires. Ainsi, il a classé 190 pays sur la base d'indicateurs tels que « les réglementations commerciales, les droits de propriété, l'exécution des contrats, les lois sur l'investissement, la disponibilité du crédit et un certain nombre d'autres facteurs ».

En 2018, Paul Romer, économiste en chef de la Banque mondiale, a démissionné après avoir remis en question les modifications apportées à l'ordre du Chili dans le rapport Doing Business.

Mais il est peu probable que des causes politiques cachées soient les principales raisons de la suspension actuelle. Ce n'est pas vraiment un secret que la Banque mondiale privilégie le modèle de croissance économique néolibéral et que l'approche libertaire est plutôt la méthodologie qui suscite des inquiétudes.

Bien que la méthodologie ait été utilisée dans le monde entier, elle a eu tendance à réduire la complexité de l'activité économique à quelques mesures quantifiables, ce qui a laissé une place importante au jeu du système, en permettant à de nombreux gouvernements d'introduire simplement des changements cosmétiques qui amélioreront leur place dans le classement sans réformer correctement l'environnement des affaires.

En août, les données de la Chine, de l'Azerbaïdjan, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite se sont avérées avoir été délibérément modifiées, selon le Wall Street Journal. L'information est apparue comme un coup dur pour le rapport et a poussé les dirigeants de la Banque mondiale à le suspendre indéfiniment. Ainsi, la publication s'est avérée être la dernière goutte de plusieurs autres préoccupations concernant la crédibilité de l'approche standardisée.

Un autre problème est que la méthodologie utilisée pour créer une incitation à poursuivre des politiques économiques qui ne sont pas toujours appropriées dans tous les cas. Mais alors que de nombreux pays en développement s'efforçaient d'améliorer leur position, certains gouvernements ont subi des pressions pour faire adopter des réformes de la réglementation des affaires et des règles de propriété foncière qui ne sont pas correctement conçues.

Le « projet de loi Omnibus » controversé de l'Indonésie sur la création d'emplois contenait un certain nombre de réformes favorables au marché qui ont suivi la voie de la Banque mondiale et auraient probablement pu propulser la position du pays dans le rapport. Néanmoins, le paquet a été fermement condamné par les syndicats et les groupes de la société civile, qui prétendent qu'il favorise les grandes entreprises au détriment des travailleurs et des droits humains.

Il n'est pas clair si nous assisterons au retour du rapport ou s'appuiera-t-il sur des méthodologies différentes. Mais il est clair que la chute a projeté les erreurs de s'appuyer sur une poignée de métriques quantifiables et ajustables afin d'évaluer la complexité des différents modèles économiques.

La fin du rapport « Doing Business » laisse espérer que dans un avenir proche, nous pourrions assister à une approche plus holistique qui englobera un plus grand nombre de nuances et d'autres facteurs localisés. Cela est susceptible de donner aux décideurs politiques plus d'autonomie pour introduire des mesures pour répondre aux besoins des entreprises sur le terrain et non pour satisfaire des améliorations motivées par la politique qui ne se produisent pas réellement.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

UMOA / Règlementation du marché de capitaux islamiques

Le CREPMF ouvre une consultation publique

Le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) ouvre, du 22 septembre au 6 octobre 2021, une consultation publique sur les avant-projets de textes relatifs à la mise en place d'un cadre réglementaire dédié au marché de capitaux islamiques au sein de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA).

• Joël YANCLO

Pour actionner plus largement les leviers de la finance islamique et répondre ainsi à la demande croissante des investisseurs, d'importants obstacles juridiques, réglementaires et institutionnels devront cependant être levés. En effet, le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) tient, du 22 septembre au 6 octobre 2021, une consultation publique sur les avant-projets de textes relatifs à la mise en place d'un cadre réglementaire dédié au marché de capitaux islamiques au sein de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA). Soutenu par le Financial Sector Deepening Africa (FSD Africa), ce projet est mené par le Consortium IFAAS & KRAMER LEVIN en qualité de Consultant. Il vise la diversification des produits financiers et l'élargissement de la base des investisseurs du marché financier régional. Les avant-projets de textes sont téléchargeables sur le site du CREPMF (www.crepmf.org). Il s'agit du le



• Badanam PATOKI, président du CREPMF

projet de cadre réglementaire pour les instruments financiers islamiques et leurs véhicules d'émission

et de gestion dans l'espace UEMOA incluant un projet de Règlement du Conseil des Ministres relatif aux titres

financiers islamiques et aux Fonds d'émission de Sukuk dans l'UEMOA et un projet d'Instruction relative aux

OPCVM islamiques. Les contributions sont à adresser aux adresses da@crepmf.org et de@crepmf.org. Dans la quête de croissance économique soutenue, les Etats de l'UMOA ont élaboré des plans nationaux de développement dont l'urgence reste la mobilisation, à moindre coût, de capitaux importants à long terme pour combler les déficits en infrastructures (routes, ponts, écoles, aéroports, hôpitaux...). Les produits offerts par la Finance islamique apparaissent donc comme des instruments privilégiés pour répondre à ce besoin. Les sukuk, un produit de la finance islamique, sont la version islamique des obligations : plutôt que d'emprunter à une banque qui sert d'intermédiaire avec les agents qui ont des capacités de financement, l'idée en est d'emprunter directement auprès de ces agents en émettant obligations ou sukuk. Aujourd'hui, il est à observer que bien qu'environ 60% de la population de l'UMOA soit de confession musulmane, avec des taux avoisinant les 90% dans des pays comme le Mali, le Sénégal et le Niger, la finance islamique

reste peu développée dans cette zone, alors qu'elle enregistre ces dernières années une forte croissance dans d'autres régions du monde. Il ne fait aucun doute que l'avènement d'un marché des capitaux islamiques, conforme aux standards internationaux, est porteur d'espoir pour nos économies et pourrait annoncer une nouvelle ère, tant au titre de la diversification des levées de ressources, de l'élargissement de la base des investisseurs que du renforcement de l'attractivité internationale de notre marché financier. L'enjeu est de taille pour le marché financier régional. En 2020, près de 2018 milliards Fcfa ont été levés dans un contexte marqué par la crise sanitaire de la Covid-19 après le record précédent de 620 milliards Fcfa enregistré en 2019. Fort du succès des émissions de sukuk dans certains Etats membres, le CREPMF a entrepris en 2020 de doter le marché financier régional d'un cadre réglementaire spécifique dédié au marché de capitaux islamiques, à l'instar du secteur bancaire et des systèmes financiers décentralisés.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Droit des affaires

Le Togo, champion de la plaidoirie Génie en herbe OHADA

Le Togo a remporté l'édition 2021 du concours international de plaidoirie Génie en herbe OHADA, Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires tenu du 13 au 18 septembre dernier à Ndjamena au Tchad. De retour au pays, les trois lauréats ont présenté leurs prix ce vendredi 24 septembre 2021 au Premier Ministre, Victoire Tomégah-Dogbé à la Primature.

● Vivien ATAKPABEM

Le Togo est sorti vainqueur de cette compétition universitaire à caractère scientifique où les jeunes étudiants en droit croisent les mots et le verbe. Les trois candidats togolais, notamment, Mlle Rahile Mijiyawa, Adjevi Obed Néglok-pé et Etonam Mathieu Doumeyan ont battu le Sénégal en finale, remportant ainsi le troisième sacre pour le Togo après 2012 et 2017. Outre la finale remportée, la candidate togolaise, Rahile Mijiyawa a été élue meilleure plaidreuse du concours. Elle est d'ailleurs une des lauréates du programme PEFA lancé par Mme le Premier Ministre le 08 mars dernier sous le parrainage du chef de l'État. Le Premier Ministre a félicité, au nom du Président de la République, cette jeune équipe et leur a indiqué que les valeurs qu'ils ont véhiculé à travers cette victoire sont au cœur de la vision du Président de la République pour le Togo. C'est dans cet esprit que s'inscrit la promotion de l'excellence à tous les niveaux, à travers plusieurs programmes déjà existants. Elle a dit sa fierté de voir les jeunes Togolais porter aussi haut les couleurs nationales. Les jeunes ont remercié le Président de la République et Mme le Premier Ministre pour leur leadership et ont salué l'implication constante des autorités universitaires à leurs côtés. La compétition s'est déroulée en trois principales étapes dont les éliminatoires, la demi-finale et la finale avec des QCM sur le droit OHADA, des questions d'intégration africaine qui portent sur les grands hommes, l'histoire, la géographie, la musique, la littérature, ou encore le sport. Mais aussi, la plaidoirie où les candidats jouent le rôle d'avocats devant un jury composé de vrais juges,



de vrais avocats et de vrais professeurs d'université. Au total, 10 pays ont pris part à ce concours. Il s'agit du Sénégal, du Burkina Faso, du Niger, du Bénin, du Mali, du Cameroun, du Congo, du Tchad, de la Côte d'Ivoire, et du Togo. En remportant la 12ème édition, le Togo succède au Cameroun, vainqueur de la 11e édition à Lomé, et revient à une longueur de la Côte d'Ivoire, vainqueur record de quatre titres. Après deux ans d'attente, le Tchad

a réussi, dans un contexte sanitaire mondial difficile, l'organisation de la 12e édition du Concours international « Génies en Herbe OHADA ». Sur les dix-sept pays qui avaient annoncé leur participation, dix ont pu participer à ce grand rendez-vous de « génies », rigoureusement sélectionnés dans leurs pays respectifs pour apprendre et véhiculer le droit communautaire OHADA.



MCA au Togo

Jeanne Bougonou fait le point à Victoire Dogbé

Le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, a échangé, jeudi 23 septembre 2021 à la Primature, avec la nouvelle Directrice générale de l'organisme de mise en œuvre du Millenium challenge account (OMCA-Togo), Jeanne Nngname Bougonou. Elle est allée présenter l'état de mise en œuvre du programme Threshold dans les secteurs des télécommunications et de la réforme foncière.

● Junior AREDOLA

Depuis 2018, le Togo bénéficie du programme Threshold ou Seuil du gouvernement américain à travers le Millenium Challenge Corporation (MCC). Ce programme de 35 millions de dollars US, concerne principalement deux projets notamment, les télécommunications et la réforme foncière et est exécuté pendant quatre années à compter de novembre 2020. Pour une bonne exécution de ces deux projets importants dans l'accord avec le MCC, l'organisme de mise en œuvre du Millenium challenge account (OMCA-Togo) a été mis en place. La nouvelle Directrice générale est allée recueillir les orientations et les conseils de Mme le Premier Ministre pour la mise en œuvre effective de ce programme. Elle a profité pour remercier et féliciter Mme le Premier Ministre pour son leadership et sa vision du développement du Togo dans la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale avant de lui faire le point des activités déjà réalisées. « Nous avons commencé par élaborer le plan de mise en œuvre,



par prendre contact avec les parties prenantes principales. Ce n'est pas l'organisme de mise en œuvre qui exécute les activités, ce sont les ministères, les parties prenantes qui mettent en œuvre les activités. Nous, nous sommes là pour faciliter, pour coordonner et nous assurer que les engagements qui ont été pris par le gouvernement togolais dans le cadre de cet accord avec le Millenium Challenge

Corporation soient effectivement tenus et que les droits du Togo s'exercent dans le cadre de cet accord. », s'est confiée la Directrice générale de l'OMCA-Togo, Jeanne Nngname Bougonou, rapporte la primature. Le MCC est un dispositif conçu par le Congrès américain pour réduire la pauvreté à travers la croissance économique durable dans les pays en voie de développement.



Miato, acte 2

Les inscriptions prorogées jusqu'au 30 septembre

Les inscriptions à la 2e édition du Marché international de l'artisanat du Togo (Miato), initialement prévues pour prendre fin ce vendredi 24 septembre, sont prorogées au 30 du mois, a informé jeudi le comité d'organisation de cet événement, à l'occasion d'une rencontre avec la presse.

Cette prorogation, selon le comité d'organisation, a été décidée pour permettre à un plus grand nombre d'artisans de s'inscrire car, « il est question de mobiliser les artisans autour de cette nouvelle édition », a-t-il souligné. Ace jour, seuls 50% des exposants attendus se sont déjà enregistrés, d'après les statistiques. En vue de mobiliser davantage d'exposants

autour de l'évènement, le comité a effectué récemment une tournée de sensibilisation à l'endroit des artisans. S'agissant des préparatifs, le comité assure que « tout est déjà au point » et que « la mise en place va commencer au début du mois d'octobre ». A cette édition, des exposants de 8 pays sont annoncés notamment le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'ivoire,

la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Prévu du 29 octobre au 7 novembre 2021, l'acte 2 de Miato se déroulera autour du thème « entreprises artisanales et compétitivité ». La rencontre se veut un cadre de valorisation de la consommation locale et de promotion des initiatives des jeunes entrepreneurs du secteur artisanal.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Vers la création d'un mécanisme de financement alternatif pour le secteur informel

24 Septembre 2021 - Depuis plusieurs mois, un Groupe de travail planche sur la conception d'un produit obligataire spécifique ment destiné aux activités du secteur informel et aux TPE (Très Petites Entreprises).

Actuellement dénommé « Informal Bonds », ce concept consiste à une émission obligataire adressée à un secteur spécifique (Agriculture, Transport urbain, ...) mais surtout garantit par 3 parties prenantes : L'**Etat** (environ 50%), les **Institutions de Financement** Internationales (environ 20%) et les **Bénéficiaires** de l'informel (environ 30%).

Un Groupe de travail et un Conseil Consultatif de Haut niveau

Le Groupe de travail, est notamment constitué d'Institutions Internationales, parmi lesquelles, **AFREXIMBANK** (Peter ZULU), la **Commission Economique des Nations Unis pour l'Afrique** (Habiba BEN BARKA), **PROPARCO** (Fatoumata SISSOKO-SY), **BOAD** (Norbert MENSAH), **BOAD Titrisation** (Jean-Philippe AITHNARD), **BRVM** (Hermann TRAORE), **BVMAC** (René OMGBA ATANGANA), **African Guarantee Fund** (Franck ADJAGBA), **PNUD** (Tomas SALES).

L'animation de ce Groupe de travail est réalisée par FinAfrique (Fabrice KOM TCHUENTE), le Cabinet de Conseil ayant initié ce Concept d'Informal Bonds.

A noter également dans ce Groupe de travail la présence des Administrations publiques (Ministères, Banques publiques, Agences étatiques...) de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Cameroun, ces 3 pays ayant manifesté le souhait de participer à la réalisation d'opérations pilotes prévues au premier semestre de l'année 2022.

D'autre part, un Conseil Consultatif qui aura pour mission d'apporter une vision stratégique tout au long de la création de ce concept vient d'être mis en place avec autour de la table :

Jean Kacou DIAGOU : Président-Fondateur du Groupe NSIA

Alex HOLMES : Président Directeur Général de MoneyGram

Luuk ZONNEVELD : Directeur Général de BIO-INVEST (Belgian Investment Company for Developing Countries)

Sunil BENIMADHU : Directeur Général de la Stock Exchange of Mauritius

Diane KARUSISI : Directrice Générale de Bank Of Kigali

Khalid NASR : Président du Directoire de BMCE Capital

Alexandre VILGRAIN : Président Directeur Général du Groupe SOMDIAA

Samaila ZUBAIRU : Président Directeur Général d'Africa Finance Corporation

Isabelle BEBEAR : Directrice des Affaires Internationales & Européennes de BPI France

Ce Conseil Consultatif sera modéré par **Franck ADJAGBA**, Directeur des Opérations de l'**African Guarantee Fund**.

La spécificité des « Informal Bonds »

Les Garants de cette émission, que sont l'Etat et les Institutions de Financement, ont la charge de sélectionner une Structure de Microfinance crédible pour jouer le rôle d'émetteur. Il est ensuite à la charge de cette Microfinance « émetteur désigné » de sélectionner pour un secteur donné, des Groupements/Coopératives ayant fait preuve de bonne gouvernance opérationnelle et financière car ce sont ces derniers qui procèdent à la désignation au sein de leurs adhérents, des Emprunteurs « bénéficiaires désignés » de cette opération.

Il est à noter que les flux financiers ne transitent pas par les Groupements/Coopératives. Le financement s'effectue directement de la Microfinance « émetteur désigné » vers les Emprunteurs « bénéficiaires désignés ». Les Groupements étant plutôt rémunérés pour leur rôle d'intermédiaires dans la répartition de ces financements et également pour leur rôle d'agents de recouvrement (aux côtés de la Microfinance émettrice) dans le cadre du suivi des remboursements.

Afin d'avoir des tailles d'émissions plus importantes (multi-pays), très appréciées des grands investisseurs, une réflexion est menée sur la possibilité d'avoir également comme émetteur un FCTC (Fonds Commun de Titrisation de Créances). FCTC qui contractualiserait ensuite avec les Microfinances (préalablement sélectionnées) des différents pays concernés par l'émission.

Bientôt une Conférence sur le Financement du secteur informel

Une Conférence sur ce sujet sera organisée le 5 Octobre prochain par le **Center for Global Development** (CGD), un Institut International de recherche basé à Washington. Plusieurs membres du Groupe de Travail feront partie du Panel d'intervenants.

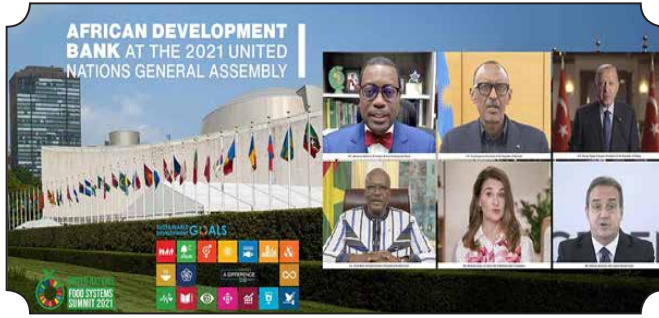
Pour assister à cette conférence, vous pouvez vous enregistrer sur le lien ci-dessous : <https://www.cgdev.org/page/subscribe>

AGNU 2021**Le monde a les ressources pour éradiquer la faim**

« Le monde a les ressources pour mettre fin à la faim », a déclaré le président de la Banque africaine de développement (BAD), le Dr Akinwumi A. Adesina, dans un message le premier jour du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.

● Nicole ESSO

Convoqué par le secrétaire général de l'ONU António Guterres, l'événement est présenté par ses organisateurs comme « une opportunité historique de permettre à tous de tirer parti du pouvoir des systèmes alimentaires pour nous remettre de la pandémie de COVID-19 et nous remettre sur la bonne voie pour tout réaliser. 17 objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030. Le sommet rassemble des milliers de jeunes, de producteurs d'aliments, de membres de la société civile, de chercheurs, du secteur privé, de femmes et d'autochtones, qui participent tous à la fois physiquement et virtuellement au sommet. Elle se déroule en marge de la 76e Assemblée générale des Nations Unies à New York. Dans son discours d'ouverture, Guterres a déclaré que les participants représentaient "l'énergie, les idées et la volonté de créer de nouveaux partenariats", et était un moment pour célébrer la dignité de ceux qui produisent et créent la nourriture du monde. Décritant les 246 millions de personnes en Afrique qui se couchent quotidiennement sans nourriture et les 59 millions d'enfants souffrant d'un retard de croissance du continent comme « moralement et socialement inacceptables », Adesina a déclaré qu'assurer la sécurité alimentaire en Afrique à plus grande échelle exigeait de



donner la priorité aux technologies, au climat et au financement. « Les 33 milliards de dollars par an nécessaires pour libérer le monde de la faim ne représentent que 0,12 % des 27 000 milliards de dollars que le monde a déployés pour stimuler la lutte contre la pandémie de Covid-19. Je suis convaincu que la faim zéro peut être atteinte en Afrique d'ici 2030 », a déclaré Adesina. La stratégie Feed Africa de la Banque africaine de développement, à travers son programme Technologies for African Agricultural Transformation - largement connu sous le nom de TAAT - a fourni à 11 millions d'agriculteurs dans 29 pays africains des technologies agricoles éprouvées pour la sécurité alimentaire. La production alimentaire a augmenté de 12 millions de tonnes métriques tout en économisant 814 millions de dollars d'importations alimentaires. "Nous sommes en bonne voie pour atteindre notre objectif d'atteindre 40 millions d'agriculteurs avec des technologies modernes et résilientes au climat au cours des cinq prochaines années", a ajouté le chef de la Banque africaine de développement. Lors d'une réunion sur la sé-

curité alimentaire en Afrique organisée par la Banque et le Fonds international de développement agricole (FIDA) en début d'année, 19 chefs d'État africains ont appelé à la création d'un mécanisme de financement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique. « La Facilité de financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique devrait être capitalisée à hauteur d'au moins 1 milliard de dollars par an », a déclaré Adesina. Le bien-être des 70 % de la population africaine travaillant dans l'agriculture et l'agro-industrie est un baromètre de l'état de santé du continent. "S'ils ne vont pas bien, alors l'Afrique ne va pas bien", a déclaré le président rwandais Paul Kagame dans un message lors de l'ouverture officielle. Parmi les nombreux autres chefs d'État et de gouvernement qui ont pris la parole jeudi figuraient le Premier ministre italien Mario Draghi, le président Felix Antoine Tshisekedi de la République démocratique du Congo, le Premier ministre Sheikh Hasina du Bangladesh et la Première ministre Jacinda Arden de la Nouvelle-Zélande.

Produits horticoles**Le Sénégal cible une récolte de 2 millions de tonnes d'ici 2023**

Au Sénégal, l'horticulture joue un rôle important dans le secteur agricole. Avec sa large gamme de produits à forte valeur ajoutée, ce segment permet non seulement de fournir des revenus aux producteurs, mais aussi d'améliorer la sécurité alimentaire de nombreux ménages.

Au Sénégal, l'exécutif compte porter la production de fruits et légumes à 2 millions de tonnes d'ici 2023. D'après Macoumba Diouf (photo), directeur national de l'horticulture, cet objectif entre dans le cadre du Plan d'action prioritaire accéléré (PAP2A) du Plan Sénégal émergent (PSE). « Pour y arriver, nous voulons produire 350 000 tonnes supplémentaires de légumes et de fruits par an. L'horticulture est le recours principal pour l'insertion durable des jeunes ruraux dans l'agriculture », a expliqué le responsable.

Si les chiffres annoncés sont ambitieux, de nombreux observateurs estiment que le pays a les moyens de réussir d'ici l'échéance fixée en raison des bonds enregistrés ces dernières années. Il faut souligner en effet que la filière horticole sénégalaise a déjà vu sa récolte progresser de plus de 300 000 tonnes dans l'intervalle de 3 ans entre 2013/2014 et 2016/2017 en passant de 1 million à 1,32 million de tonnes selon les données de la Direction de l'horticulture. Par ailleurs, durant la campagne 2019/2020, la production de fruits et légumes a atteint

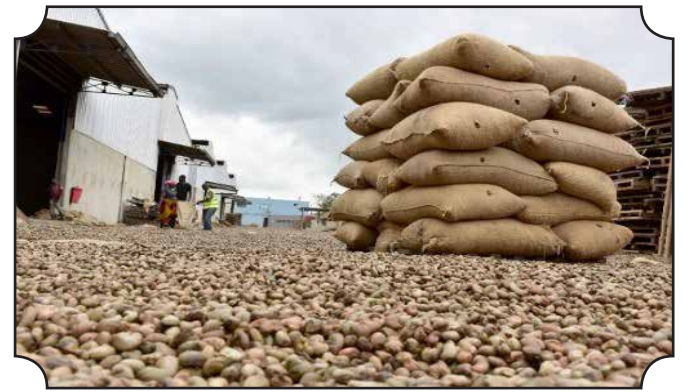
1,62 million de tonnes, son plus haut niveau depuis 6 ans. Cette dynamique positive pourrait encore se poursuivre dans les prochaines années avec la croissance de la consommation intérieure qui porte le secteur (absorbe 90 % de la récolte) et l'émergence du segment des exportations. Au Sénégal, les légumes comptent pour plus de 80 % du stock horticole grâce à la pomme de terre et l'oignon. Les principaux fruits cultivés sont la mangue, la banane et les agrumes.

Avec Agence Ecofin

Noix de cajou**La Côte d'Ivoire signe une convention pour la réalisation d'entrepôts dans les zones de forte production**

Le ministre ivoirien de l'Agriculture et du Développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, et le président directeur général de la société Tbea, Zhong Yanmin, ont signé le 16 septembre 2021, une convention pour un projet qui prévoit un investissement de 287 milliards de FCFA pour la réalisation de 108 entrepôts modernes de traitement et de stockage de noix brute de cajou et de 60 silos de stockage de céréales dans toutes les fortes zones productrices d'anacarde de la Côte d'Ivoire.

Ces entrepôts auront une capacité globale de stockage de plus de 470 000 tonnes, et des silos d'une capacité de 30 000 tonnes chacun, répartis dans les zones de production sur l'étendue du territoire national », indique Kobenan Kouassi Adjoumani. D'après le ministre, l'objectif est d'atteindre un taux de transformation d'au moins 50% de la production nationale de noix de cajou, ainsi que l'autosuffisance en céréales, d'ici à 2025. Cette politique qui s'inscrit aussi dans la



modernisation de l'agriculture, devra permettre d'avoir des meilleures conditions de stockage et de conservation des produits et d'améliorer la compétitivité internationale

des produits agricoles. Le projet est annoncé pour générer 400.000 emplois directs et indirects.

Avec financialafrik.com

Sénégal**IFAGE lance un nouveau programme en DATA SCIENCE**

L'Institut interafricain de formation en Assurance et en Gestion des entreprises prépare activement sa prochaine année académique avec un nouveau programme en vue.



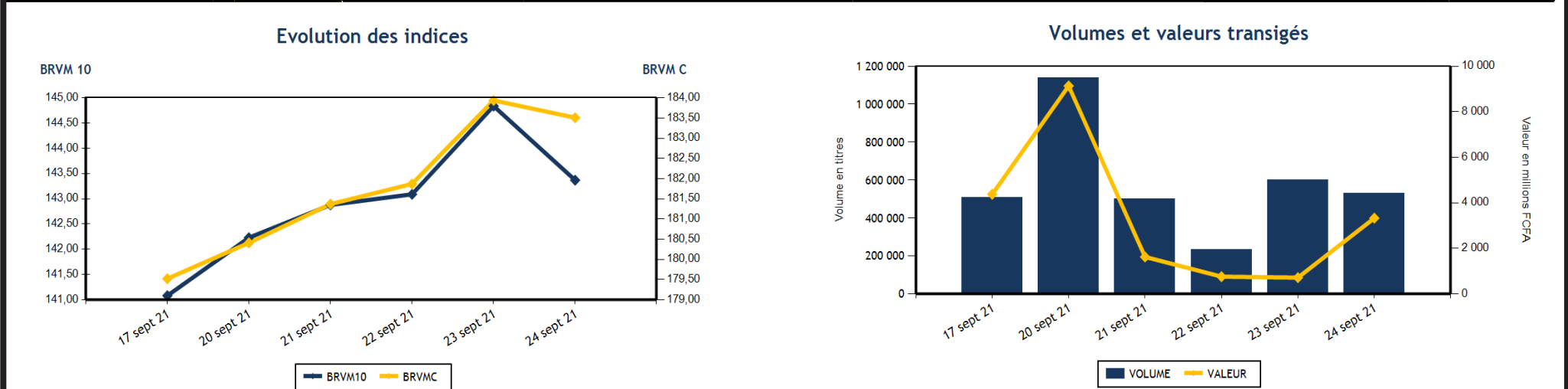
La Data Science est le tout nouveau bijou de l'Institut cette année. Ce programme permettra aux étudiants africains passionnés de mathématiques (statistiques et probabilités notamment), informatique et données massives de se hisser au plus haut niveau dans la marche en entreprise. La formation sera un tremplin pour les étudiants pour s'approprier une ingénierie basée sur les nouvelles évolutions en matière de stockage et de traitements des données massives puisqu'elle met l'accent sur les outils analytiques appropriés à l'exploitation des Big Data. Le crédo de cette formation étant d'accélérer la montée en compétence en Data Management et de créer de la valeur ajoutée pour les économies africaines. Conçue par des professionnels chevronnés en informatique et

mathématiques et des professeurs d'université de classe exceptionnelle CAMES, la formation est construite sur le système LMD (Licence-Master-Doctorat). Le Master en Data Science fournit des outils permettant de : Comprendre comment modéliser un problème de Data Science ; Découvrir l'intérêt et les apports des algorithmes de machine Learning, Natural Language Processing ; Pouvoir faire une analyse descriptive, prescriptive et prédictive des données. Mieux, grâce au partenariat avec l'école d'ingénieurs Léonard de Vinci de Paris, les étudiants pourront effectuer des voyages semestriels d'études en France. Pour les décideurs dans les entreprises (direction, RH), cette formation permet de saisir les opportunités et d'impulser des projets qui vont permettre de saisir de nouvelles opportu-

nités. A côté, l'institut reste fidèle à ses métiers de cœur : l'Assurance et l'Actuariat. D'ailleurs, récemment au mois d'août 2021 est sortie la première promotion de diplômés du Master Professionnel en Actuariat. IFAGE c'est aussi des programmes de certification en Risk management destinés aux professionnels. Une formation qui se fait en bimodale en vue de la préparation à la certification Risk Management Professional (RIMAP) organisée par la Fédération des Risques Managers Européenne (FERMA). Les dates de rentrée étant prévues en licence pour le 11 octobre 2021 et en master 15 novembre 2021, les admissions se poursuivent toujours sur le site de IFAGE : <https://ifage.net/>

Avec financialafrik.com

BRVM 10	143,37	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite	183,51
Variation Jour	 -1,01 %		Variation Jour	 -0,23 %
Variation annuelle	 9,54 %		Variation annuelle	 26,24 %
N° 185		vendredi 24 septembre 2021	Site : www.brvm.org	



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 522 558 884 346	-0,24 %
Volume échangé (Actions & Droits)	328 428	-45,19 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 298 392 170	82,27 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	16	-30,43 %
Nombre de titres en baisse	9	-18,18 %
Nombre de titres inchangés	17	112,50 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	5 655	7,41 %	151,33 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 650	6,45 %	33,06 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	745	6,43 %	272,50 %
SAPH CI (SPHC)	4 450	4,71 %	217,86 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	10 350	4,49 %	27,86 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	85,28	-0,68 %	135,26 %	41 952	53 039 335	21,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	440,76	-2,74 %	7,38 %	88 216	929 148 570	7,84
BRVM - FINANCES	15	70,55	1,06 %	17,60 %	155 280	197 316 515	14,77
BRVM - TRANSPORT	2	509,96	2,40 %	34,66 %	6 943	14 024 440	8,50
BRVM - AGRICULTURE	5	211,51	3,58 %	144,41 %	16 930	78 122 715	13,95
BRVM - DISTRIBUTION	7	340,80	0,47 %	50,51 %	13 470	23 076 545	20,92
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	802,02	0,00 %	132,14 %	5 637	3 664 050	3,76
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,24	
Taux de rendement moyen du marché	6,45	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,95	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	270 748,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 599 199 663,53	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 096 182 170 273	0,22 %
Volume échangé	201 391	36 516,55 %
Valeur transigée (FCFA)	2 030 783 611	36 639,64 %
Nombre de titres transigés	9	800,00 %
Nombre de titres en hausse	6	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SONATEL SN (SNTS)	13 500	-3,57 %	0,00 %
SOLIBRA CI (SLBC)	98 510	-3,42 %	0,00 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	4 640	-2,42 %	0,00 %
SICABLE CI (CABC)	1 325	-1,12 %	0,00 %
BERNABE CI (BNBC)	2 030	-0,73 %	0,00 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	6,07	
Ratio moyen de satisfaction	56,08	
Ratio moyen de tendance	923,88	
Ratio moyen de couverture	10,82	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	2,27	
Nombre de SGI participantes	28	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Suisse

La BNS abaisse sa prévision de croissance à 3% pour 2021

La reprise de certains secteurs comme l'hôtellerie ou la restauration n'étant pas à la hauteur escomptée, l'institution d'émission s'attend à un rebond du PIB de 3% au lieu de 3,5%.

La banque centrale suisse a nettement abaissé jeudi sa prévision de croissance pour 2021 face à une reprise «moins marquée que prévu» dans certains pans de l'économie suisse comme l'hôtellerie ou la restauration et a maintenu le statu quo dans sa politique monétaire. La Banque nationale suisse s'attend désormais à un rebond du produit intérieur brut (PIB) de 3% pour l'économie helvétique, contre une hausse de 3,5% auparavant, a-t-elle indiqué dans un communiqué, lors de sa réunion trimestrielle de politique monétaire.

Inflation relevée

L'institution monétaire a également relevé ses prévisions d'inflation compte tenu de la hausse des prix des produits pétroliers et difficultés d'approvisionnement. Elle table désormais sur une inflation de 0,5% pour 2021 (contre 0,4% précédemment) et de 0,7% pour 2022 (contre 0,6% auparavant) compte tenu de la hausse des prix des produits pétroliers et difficultés d'approvisionnement. Comme attendu, la banque centrale suisse a cependant maintenu sa politique monétaire ultra-accommodante inchangée, laissant son taux



directeur négatif à -0,75%. Elle entend ainsi «assurer la stabilité des prix» et «continuer à soutenir la reprise de l'économie suisse face aux conséquences de la pandémie de Covid-19», a-t-elle précisé dans le communiqué. «La pandémie continue, même la deuxième année après son apparition, à marquer la situation économique internationale», a-t-elle fait valoir. Si l'économie mondiale a connu une forte croissance au deuxième trimestre avec l'assouplissement des restrictions sanitaires, les nouvelles contaminations ont de nouveau nettement augmenté pendant l'été dans de nombreux pays, y compris en Suisse, a-t-elle constaté.

Retour à la normale?

Dans son scénario de base, la banque centrale suisse s'at-

tend donc à ce que la croissance se poursuive au cours des prochains trimestres, tout est estimant qu'il faudra «encore un certain temps» avant que l'utilisation des capacités de production ne revienne à la normale. Le PIB devrait retrouver son niveau d'avant-crise durant le second semestre, mais la reprise est moins marquée qu'initialement prévu dans des branches «dépendantes de la consommation» telles que «le commerce ou l'hôtellerie et la restauration», a-t-elle noté. La semaine passée, le SECO avait lui aussi abaissé sa prévision de croissance, à 3,2%, face aux tensions sur les chaînes d'approvisionnement et pressions inflationnistes qui freinent la reprise au niveau mondial.

(AFP)

Environnement

L'inaction climatique, une menace pour le PIB

La Banque centrale européenne pense que les effets du dérèglement climatique peuvent «drastiquement» peser sur l'économie des Etats.

L'inaction des gouvernements et des entreprises dans le domaine climatique pourrait provoquer une perte drastique de produit intérieur brut dans la zone euro, sous le coup des dégâts liés au réchauffement, a mis en garde mercredi la Banque centrale européenne. L'absence de mesures ordonnées pour décarboner l'économie pourrait faire perdre au PIB de l'UE 4% d'ici 2030 et plus de 10% d'ici 2100, en comparaison d'un scénario où les gouvernements mettent en place des politiques actives de transitions écologiques selon les résultats d'un test de résistance climatique mené par la BCE. Ce manque à gagner serait encore significatif mais atténué dans un scénario intermédiaire dit de transition «désordonnée» vers une économie décarbonée, où le retard dans l'action politique est rattrapé de manière abrupte et où les coûts de la transition pour les entreprises sont majorés.



• Le siège de la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort-sur-le-Main, en Allemagne. AFP

L'écologie, «une opportunité en or»

«Sans politiques de transition vers une économie plus verte, les risques physiques augmenteront avec le temps» et «de manière «non linéaire», en raison de la «nature irréversible du changement climatique», affirme Luis de Guindos, vice-président de la BCE, dans un communiqué. L'institution veut sensibiliser le secteur privé sur le sujet en affirmant que la transition vers une économie plus verte reste «une opportunité en or» pour ne pas subir les méfaits futurs du climat. L'exercice

mené sur 2,3 millions d'entreprises et 1600 banques de la zone euro révèle également qu'en cas d'inaction politique, les portefeuilles de crédit avec une forte exposition au risque climatique ont 30% de chances supplémentaires de faire défaut en 2050 par rapport à 2020. Ce test de résistance climatique à l'échelle de l'économie précède un prochain exercice qui sera mené courant 2022 sur les banques de la zone euro, que l'institut supervise directement.

(AFP)

États-Unis

La Fed exhorte le Congrès à relever le plafond de la dette

Les républicains refusent toujours de relever le plafond de la dette américaine, au risque de précipiter les États-Unis, mais pas seulement dans une grave crise financière.



• «C'est d'une importance cruciale», a tonné Jerome Powell, mercredi 22 septembre 2021. AFP

Le président de la Banque centrale américaine a lancé mercredi un ferme avertissement au Congrès où les républicains refusent de relever le plafond de la dette au risque de précipiter les États-Unis dans une grave crise financière aux ramifications mondiales. Jerome Powell a ainsi rejoint une cohorte de responsables actuels et anciens qui avertissent des conséquences économiques désastreuses en cas de défaut de paiement de la première puissance économique du monde. Il est «très important» de relever le plafond de la dette «dans les meilleurs délais afin que les États-Unis puissent payer leurs factures», a déclaré le patron de la puissante Réserve fédérale (Fed) alors que le Trésor estime que le plafond sera atteint d'ici fin octobre. Le plafond de la dette est le montant de dette à partir duquel le pays ne peut plus émettre de nouveaux emprunts pour se financer, ce qui l'empêche d'honorer ses paiements. «C'est d'une importance cruciale», a ainsi tonné Jerome Powell. «Ne pas le faire pourrait entraîner de graves réactions, de graves dommages à l'économie, sur les marchés financiers et ce n'est tout simplement pas quelque chose que nous pouvons, que nous devrions envisager», a-t-il mis en garde.

Opposition républicaine

Les démocrates de la Chambre des représentants ont voté mardi soir un texte qui comprend la suspension de la limite de la dette jusqu'en décembre 2022. Mais ce texte est voué à l'échec au Sénat en raison de l'opposition républicaine. Un défaut de paiement provoquerait un cataclysme

financier mondial. Et la seule image de parlementaires dans l'impasse pourrait affecter les marchés et augmenter le coût des emprunts pour les États-Unis. Si tous s'accordent au Congrès sur ce sombre scénario, les deux partis sont farouchement opposés sur la façon de l'éviter. Les démocrates exhortent les républicains à approuver la suspension de la dette, comme ils l'ont déjà fait ensemble à de nombreuses reprises dans le passé. Les républicains martèlent qu'il n'est pas question de soutenir une telle mesure destinée, selon eux, à financer les gigantesques projets d'investissements voulus par Joe Biden.

«Cette fois, c'est différent»

«Cette fois, c'est différent parce que les démocrates engagent toutes ces dépenses. Ils proposent des milliers et des milliers de milliards de dollars de dépenses sans une seule voix républicaine», a tempêté le sénateur John Barrasso. Il faisait allusion à la possibilité de recourir à une procédure législative pour faire adopter des lois avec les seules voix démocrates. Mais les démocrates sont eux-mêmes divisés sur les grands plans d'investissements qui engageraient un total de 3500 milliards de dollars (3250 milliards de francs) de dépenses. Pour le moment, le Trésor a essayé de gagner du temps en rognant sur les dépenses. Face à une échéance désormais à l'horizon et des républicains inflexibles, six anciens secrétaires au Trésor, cinq démocrates et un républicain, ont alerté à leur tour sur les conséquences économiques dans un courrier adressé aux responsables du Congrès. «Même un défaut de paiement de courte durée pour-

rait menacer la croissance économique», écrivent-ils. «Il serait très dommageable de saper la confiance dans la solidité et le crédit des États-Unis, et ce dommage serait difficile à réparer», opinent-ils. Les deux partis ont continué mercredi de camper sur leur position.

«Ne jouez pas à la roulette russe»

Ainsi le chef des républicains au Sénat, Mitch McConnell, qui avait plaidé en faveur d'une augmentation du plafond sous l'ancien président Donald Trump, a demandé aux démocrates d'endosser seuls cette décision. «Mon conseil au gouvernement démocrate, au président, à la Chambre et au Sénat: ne jouez pas à la roulette russe avec notre économie», a-t-il dit lors d'une conférence de presse. «Prenez vos responsabilités et relevez le plafond de la dette pour couvrir tout ce que vous avez fait, au cours de toute cette année». Bernie Sanders, élu indépendant et figure progressiste majeure, a, lui, déploré l'attitude des républicains. «Je n'arriverais pas à comprendre, et je pense que les Américains non plus, que le parti républicain permette que la plus grande économie du monde se retrouve en défaut de paiement sur des prêts et de l'argent déjà dépensés, surtout dépensés sous l'administration Trump.» Cela «mettrait l'économie mondiale à genoux», a-t-il insisté. Pour ces raisons, il estime que les républicains vont finir par flancher. Jerome Powell a, lui, conclu: «Personne ne devrait partir du principe que la Fed ou qui que ce soit d'autre peut protéger les marchés ou l'économie en cas de défaillance».

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com

HOROSCOPE *finance*

Bélier Avec Neptune en cet aspect, vous aurez davantage de chance en argent. Mais attention, vous risquez, aussi, de vous montrer très imprudent dans vos dépenses. Evitez les jeux d'argent comme la peste.

Taureau J Cette fois vous pourrez effectuer d'excellentes transactions financières et réaliser de fructueux placements. Une affaire litigieuse concernant des biens familiaux trouvera un heureux dénouement.

Gémeaux Au cours de cette journée un peu chance-lante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Cancer La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

Lion L'impact de Jupiter sera puissant. Au programme : un bel équilibre budgétaire de base et même, dans certains cas, une augmentation de vos revenus. Essayez de ne pas vider immédiatement vos comptes en banque. Le moment sera très favorable pour un placement ; pen-
sez-y.

Vierge Avec la planète Vénus dans votre camp, vous ne trouverez pas de meilleur moment que cette journée pour effectuer des transactions financières ou des opérations immobilières importantes. Les circonstances vous seront particulièrement favorables, et le succès vous sera acquis d'avance.

Balance Mercure vous apportera de petites rentrées d'argent, mais il pourra vous inciter à les dépenser aussitôt. Par chance, il est accompagné par le Soleil, ce qui devrait vous doter d'intuition pour vos placements. Vous négocierez de bons contrats. Vous devriez équilibrer votre budget et, grâce à Saturne, réaliser des économies.

Scorpion Sur le plan financier, la prudence s'imposera. Sachez patienter sans enrager. Avant la fin de la journée un déblocage bénéfique pourrait intervenir si vous projetez et vos spéculations restent intelligents et raisonnables.

Sagittaire Les finances seront soumises à l'instabilité, mais cela pourra provenir de raisons indépendantes de votre volonté ; il faudra donc rester prévoyant et éviter les dépenses au-dessus de vos moyens.

Capricorne Il faudra gérer votre budget avec rigueur si vous ne voulez pas avoir bientôt de gros problèmes. Renoncez à toute solution qui ne soit pas strictement dans la légalité. Soyez prudent dans vos relations avec le fisc.

Verseau Le secteur argent sera soumis à des impacts déstabilisants. Votre équilibre budgétaire sera en effet menacé. Quelle que soit votre situation pécuniaire actuelle, mieux vaudrait éviter les dépenses superflues et remettre à plus tard toutes les décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achat ou de placement.

Poissons Vous devrez être particulièrement prudent dans tous vos placements financiers ou transactions immobilières, car Uranus en cet aspect pourrait vous jouer des tours. Faites des économies. Vos dépenses risquent d'augmenter, et les prêts ne vous seront pas accordés facilement.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

APPEL DE CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE JEUNES DIPLOMES

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), bras financier de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est une institution financière internationale appartenant aux 15 Etats membres de la CEDEAO que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son siège est à Lomé en République Togolaise.

La BIDC s'est assignée pour mission de contribuer à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée, prospère et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités offertes par la mondialisation. Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de jeunes diplômés, la BIDC souhaite recruter des jeunes diplômés des universités et grandes écoles de la sous-région ouest africaine et de la diaspora.

Présentation du programme

Le programme de recrutement de jeunes diplômés vise des jeunes diplômés de haut niveau âgés de moins de trente (30) ans lors du recrutement. Les candidats sélectionnés seront nommés jeunes cadres en formation à la Banque pour un contrat à durée déterminée (CDD) de deux (2) ans. Ils devront passer une période d'essai de six (6) mois pendant laquelle les parties peuvent rompre leur engagement sans préavis, et s'ils donnent satisfaction pendant les deux ans de contrat à durée déterminée (CDD), leurs nominations seront transformées en contrat à durée indéterminée, c'est-à-dire qu'ils deviennent membres du personnel permanent.

Pendant la période de contrat à durée déterminée (CDD), ils seront affectés de manière rotative dans les divers départements de manière à comprendre leur fonctionnement et à intégrer une équipe au sein de laquelle ils apporteront des contributions judicieuses. En outre, ils relèveront de cadres supérieurs et se familiariseront avec les divers départements, politiques et programmes de développement de la Banque.

Conditions d'éligibilité

Peuvent postuler à ce programme, les candidats ressortissants des pays membres de la CEDEAO remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de 30 ans au plus lors du recrutement ;
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures de type bac +5 (MASTER, DESS) ou un diplôme équivalent en adéquation avec les opérations de la Banque, notamment les opérations du secteur privé, les opérations du secteur public, les infrastructures, la gestion des risques, la gestion actif/passif, les finances, l'audit, les conseils juridiques, la communication et le marketing, les services linguistiques, ou dans tout autre domaine d'études pertinent pour les opérations de la Banque;
- être apte à travailler en équipe et sous pression dans un contexte multiculturel ;
- avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse, sens de l'organisation, de planification et de fixation de priorités ;
- disposer d'une bonne maîtrise des techniques de recherche d'informations pertinentes (analyses bancaires, statistiques, suivi des tendances concurrentielles, etc.), en provenance de sources externes, principalement électroniques et autres médias reconnus sur le plan professionnel;
- avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Excel, Word, Access et Power Point) ;
- disposer d'une excellente capacité à communiquer en français et/ou anglais et/ou portugais, et une bonne connaissance d'une des deux autres langues).

Conditions de service

Conformément aux dispositions qui régissent le programme, les jeunes diplômés sont affectés dans des départements pour répondre à des besoins précis et ne sont pas recrutés pour pourvoir des postes vacants. Ils sont toutefois considérés comme des fonctionnaires de la banque pour la durée de leur nomination et jouissent des conditions de services correspondant au grade P1-1 de la grille de classification et de rémunération de la Banque.

Au salaire correspondant à ce grade, viendront s'ajouter des indemnités diverses (ajustement de poste, indemnités de logement et de transport, allocations familiales le cas échéant). En outre, les jeunes diplômés seront affiliés à la caisse de retraite de la Banque et bénéficieront pendant la période de leur nomination de la couverture d'une assurance groupe couvrant les risques suivants : décès et invalidité permanente, totale et définitive, incapacité temporaire de travail, invalidité permanente partielle, maladie, individuelle accidents.

Procédure et critères de recrutement

Les candidats présélectionnés sur dossier seront convoqués pour subir des épreuves écrites et orales au siège de la Banque à Lomé. Les tests et interviews de recrutement devront permettre d'évaluer entre autres :

- les connaissances techniques,
- le potentiel des candidats,
- la personnalité et degré de motivation,
- la maîtrise de l'outil informatique,
- les connaissances linguistiques et aptitudes rédactionnelles dans deux (2) au moins des trois (3) langues de travail de la Banque.

Composition du dossier de candidature

Les candidats intéressés et remplissant les conditions ci-dessus sont invités à envoyer à la Banque leur dossier de candidature comportant les documents ci-après :

- un curriculum vitae détaillé,
- les copies des diplômes,
- une copie de la carte d'identité ou du passeport,
- une copie d'acte de naissance.
- une lettre de motivation donnant les raisons de la demande de participation au programme, le ou les domaines techniques d'intérêt avec les raisons, les expériences pertinentes et les perspectives de carrière.

Les candidats intéressés doivent soumettre, au plus tard le **29 octobre 2021**, leurs dossiers de candidature en version papier dans une enveloppe scellée portant la mention « **Programme de recrutement de jeunes professionnels – 2022** » et adressée à :

BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO (BIDC)

128, Boulevard du 13 janvier, B.P. 2704, Lomé – Togo.

Tél : +228 22 21 68 64

N.B. : Seuls les candidats présélectionnés seront invités à un entretien. La BIDC se réserve le droit de retirer les postes vacants notifiés ou d'offrir un poste à un grade inférieur.

Croix-Rouge

8^{ème} conférence humanitarium à Lomé

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a organisé cette année, le mercredi 22 septembre à Lomé, la conférence Humanitarium, un espace de débats en Afrique francophone, entre les milieux humanitaires, diplomatiques, universitaires et militaires, au niveau local, régional et international.

Cette conférence contribue à la recherche de solutions aux défis humanitaires contemporains et vise à influencer les acteurs et décideurs clés sur des questions importantes pour le CICR. Des interlocuteurs de haut niveau des ministères en charge de la Santé de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du Togo ont pris part à cette édition ainsi que des autorités des Forces armées togolaises, des représentants de l'Assemblée nationale togolaise. « L'inclusion des personnes en situation de handicap : améliorer l'accès aux services » est le thème retenu pour cette édition. Trois sous thèmes à savoir : « Gouvernance: Intégrer la réadaptation dans les politiques de santé des gouvernements » ; « Inclusion des personnes en situation de handicap : Comment limiter les obstacles sociaux, économiques et systémiques pour un meilleur accès aux soins de santé, à la formation diplômante et continue et à l'insertion professionnelle ? » et « Accessibilité aux soins de santé, aux services sociaux et à l'activité professionnelle des personnes en situation de handicap » seront développés. Selon le CICR, bien qu'il existe des lois soutenant



les institutions et les personnes handicapées dans les pays de la sous-région, des défis majeurs et importants subsistent concernant la prise en compte des droits des personnes en situation de handicap (accès à la nourriture, au logement, à l'éducation, à un emploi et à un salaire...). A travers cette conférence Humanitarium, le CICR entend donner de la visibilité à la problématique des personnes en situation de handicap et l'occasion à tous les acteurs concernés d'échanger sur des thèmes en lien avec la réadaptation. La cheffe de mission du CICR au Togo, Mikafui Akué Djessoua a précisé que la conférence itinérante dénommée Humanitarium est un espace de débats initié par le CICR avec pour but de promouvoir le Droit International Humanitaire

et d'influencer les acteurs et décideurs clés des différents contextes sur des questions humanitaires importantes. Mme Akué Djessoua a rappelé que depuis 2017, l'Humanitarium sillonne les pays de la sous-région et a permis, à Abidjan, Ouagadougou ou encore Dakar, d'aborder des thématiques telles que la prévention des violations du Droit International Humanitaire dans les conflits prolongés du 21^e siècle en Afrique et les impacts combinés du changement climatique et des conflits armés dans la région du Sahel. Les acquis et défis des 70 ans d'existence des Conventions de Genève ainsi que l'impérieuse nécessité du rétablissement du lien familial entre les migrants et leurs familles ont été également évoqués.

Avec ATOP



Agriculture

Dynamiser la filière avicole

Le plan de développement de la filière avicole au Togo, élaboré à l'initiative de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) réjouit les acteurs de ladite filière.

D'ici 2030, le pays vise une production de 24 millions de têtes de poulets de chair. Les principales actions à mettre en œuvre et déclinées dans ce plan stratégique sont entre autres : la construction de 3 000 poulaillers de capacité de 2 000 têtes par bande ; les productions de 35.368.421 œufs à couver, de 25.200.000 têtes de poussins d'un jour et de 165 826 tonnes de provende. Selon la FAO, l'objectif est d'arriver à combler 50% des besoins par la production nationale en viande de poulet en 2025 ; combler 100% des besoins par la production nationale en viande de poulet en 2030. "Ce plan de développement est une grande avancée pour notre filière, un instrument d'aide à la prise de décision", s'est réjoui Sinko Banakinao, président l'interprofession de la filière avicole au Togo. Pour M. Banakinao, la priorité maintenant, c'est d'évoluer vers l'élaboration d'un contrat-programme pour



● **Comblent 50% des besoins par la production nationale en viande de poulet en 2025 (image AGD)**

mettre en œuvre les initiatives préconisées. "Avec la FAO et tel que le Plan est décrit, tout est clair et il faut juste les étapes de financement. On a essayé de planifier les financements sur la durée de l'activité. Pour que tout soit opérationnel, il faut des contrats bien signés entre les acteurs des différents maillons de la chaîne de valeur et avec des partenaires", suggère-t-il. Le président de l'interprofession de la filière avicole a aussi appelé à une prise de conscience nationale

pour la consommation locale des produits du terroir. "La population doit comprendre que si elle ne consomme pas ce qui est produit localement, on peut apporter tous les soutiens possibles à la filière mais ça ne donnera rien," a-t-il lancé. En somme, le plan de développement de la filière avicole élaboré, avec l'appui de la FAO, demeure un véritable instrument d'aide à la prise de décision par le gouvernement et ses partenaires.

Avec agridigitale.net

Droits de l'homme

La CNDH élue vice-présidente de l'Association francophone des commissions nationales

A l'issue de l'assemblée générale de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'homme (AFCNDH) tenue le lundi 20 septembre 2021, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) du Togo est élue présidente de cette instance.

Ce congrès fait en mode virtuel en raison de la situation sanitaire a été l'occasion pour le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) de la Côte d'Ivoire de se faire confier la présidence pour une durée de trois (3) ans, en remplacement de la Commission nationale des droits humains du Niger. La CNDH du Togo assure désormais la vice-présidence, accompagnée de celles de la Mauritanie et de la République démocratique du Congo (RDC). « Ce nouveau bureau est élu pour un mandat de trois (03) ans. Il remplace le bureau sortant dirigé précédemment par la Commission nationale des droits humains du Niger,

avec comme 1^{er} Vice-président, le Conseil national des droits de l'homme du Maroc, 2^e Vice-président, le Protecteur du Citoyen en Haïti et trésorier, la CNDH du Togo, qui est toujours membre du bureau », rapporte une source. La Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDFH) de la République française, elle, s'en sort avec le Secrétariat général. L'assemblée générale de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'homme a mobilisé trente trois (33) institutions nationales en charge de la promotion et la protection des droits de l'homme. Néanmoins, « seules les INDH de

statut A ont pris part au vote, c'est-à-dire celles jugées conformes aux Principes de Paris par le Sous-comité d'Accréditation de l'alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (GANHRI) », complète notre source. Créée en mai 2002 avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'AFCNDH, dont le siège se trouve à Paris en France, est un réseau des commissions nationales des droits de l'Homme de l'espace francophone. Sa mission, valoriser et renforcer le rôle des institutions nationales des droits de l'homme dans la promotion et la protection des droits de l'homme.

Avec icilome.com

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

Inspirés tous les jours par nos héros



Pour vous, Partout

SAHAM Assistance devient **Africa First Assist**

L'expertise et le savoir-faire de **Africa First Assist**
sont au service de tous les héros du quotidien.

www.africafirstassist.com